



INSTITUT LIBÉRAL

Discours prononcé lors de la soirée de gala « Le triomphe de la liberté individuelle », le 31 octobre 2014 à Berlin.

La révolution pacifique de 1989 et l'Europe d'aujourd'hui

Par Vera Lengsfeld

En janvier 1989, le chef du parti unique et chef de l'État de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) Erich Honecker déclara que le Mur de Berlin tiendrait encore cent ans. Personne ne le contredit. La suite, on le sait, fut complètement différente, pour beaucoup soudaine et inattendue, en particulier pour les observateurs de l'Ouest.

Sans que le public de l'Ouest ne le remarquât, une opposition au régime communiste s'était formée durant les années 1980 dans presque tous les pays socialistes. Au fil des ans, cette opposition est devenue toujours plus active et plus efficace. En RDA, l'opposition se réunissait dans les locaux de l'Église évangélique, lesquels offraient un espace de liberté, dans la mesure où c'était le seul endroit où la Sécurité d'État ne pouvait ni procéder à des arrestations, ni dissoudre des réunions, ni interdire des conférences, ni démonter des expositions. À la fin des années 1980, il y avait plus de 3000 militants en faveur des droits civils, organisés en plus de 300 groupes à travers tout le pays. Il y avait encore beaucoup plus de personnes qui cherchaient activement à quitter la RDA. Deux processus se sont ainsi cumulés, qui ont déterminé et accéléré les événements de l'année 1989. Le courant de tous ceux qui cherchaient à émigrer et se réfugiaient dans les ambassades de l'Allemagne de l'Ouest en RDA et dans d'autres pays socialistes pour amorcer leur départ englobait, durant l'été, des dizaines de milliers de personnes, qui avaient typiquement tout abandonné sur place pour fuir à l'Ouest par l'intermédiaire de la Hongrie ou de la Tchécoslovaquie. Ils privaient de ce fait le régime de toute légitimation. En même temps, les opposants au régime, qui ne voulaient pas quitter le pays, mais le changer, organisaient toujours plus d'actions spectaculaires.

Le contrôle massif du comptage des voix lors des élections communales en mai par les citoyens, qui commençaient à faire usage de toutes leurs marges de manœuvre légales, en est illustratif. Les manifestations contre les fraudes électorales se sont

prolongées pendant plusieurs mois. Lorsqu'en automne, après les premières « manifestations du lundi », qui débutèrent début septembre à l'église Saint-Nicolas de Leipzig et s'étendirent rapidement à plus de trente villes et communes, menant peu après à la chute du Mur et du régime de la RDA, la plupart des observateurs étaient totalement déconcertés. Une révolution venait d'avoir eu lieu sous leurs yeux, invalidant tous les critères scientifiques de ce qui constitue une révolution : aucune minorité politique bien organisée ne s'empara du pouvoir pour le défendre dans le sang. Cette anomalie historique semble si grande que personne n'a rendu hommage, jusqu'à aujourd'hui, à tous les anonymes qui ont contribué à la chute du Mur. Aucun politicien n'a participé ou contribué à ce processus. Au contraire : la politique a mis plus d'une année pour comprendre ce qui s'était passé dans les rues. Helmut Kohl est celui qui l'a le mieux décrit, le 12 décembre 1989, lors d'un congrès de son parti à Berlin-Ouest : « Ce n'est pas nous, à l'Ouest ou à l'Est, qui déterminons aujourd'hui le contenu, la direction ou la rapidité de ces changements, mais les gens sur place qui feront le sort de la RDA. » Helmut Kohl avait raison. À l'automne 1989, un seul acteur est monté sur la scène politique, un acteur que personne n'avait attendu, même pas les militants des droits de l'homme : le peuple. C'était le peuple de la RDA, j'aimerais le souligner une fois de plus, qui voulait l'unification et qui l'a obtenue.

Parmi les faits restés largement ignorés, il faut encore relever qu'entre le 27 décembre 1989, le jour où, après la pause de Noël, les manifestations du lundi ont repris, et le 30 janvier, le jour où des élections anticipées à la Chambre du peuple ont été annoncées lors de la table ronde qui accompagnait les dernières semaines du gouvernement communiste, il se trouvait trois fois plus de personnes dans les rues qu'entre le 9 septembre, le jour de la première manifestation du lundi à Leipzig, et la chute du Mur. Dans certaines villes, jusqu'à trois quarts de la population adulte manifestaient. Tous ces gens n'avaient qu'un but : la réunification immédiate et inconditionnelle. Alors qu'au début des manifestations, le slogan était « Nous sommes le peuple », la formule « Nous sommes un peuple » dominait désormais. La première et dernière Chambre du peuple de la RDA élue librement n'avait qu'une seule tâche aux yeux des manifestants qui occupaient les rues et en particulier la Marx-Engels-Platz devant le Palais de la république : assurer une réunification rapide. Jamais dans l'histoire il n'y avait eu une telle dynamique émanant de masses populaires complètement désorganisées. Pendant plus d'un an, l'histoire fut écrite non pas par les politiciens, mais par les citoyens, qui prirent leurs destins en main et imposèrent leurs vues. Pendant quelques semaines, le peuple allemand était le plus heureux sur Terre : les Allemands de l'Est, parce qu'ils étaient en train d'obtenir ce qu'ils voulaient, les Allemands de l'Ouest, parce qu'ils se réjouissaient de la joie de leurs compatriotes.

Tout le monde se réjouissait-il vraiment ? Non. La polémique persistante contre l'unité allemande commença dès la chute du Mur, alors que la réunification n'était pas encore à l'ordre du jour. Les anciens dirigeants de la RDA tentèrent avec succès de s'extraire de leurs responsabilités, dans la mesure où ils requalifièrent toute critique à leur exercice du pouvoir comme une attaque contre les Allemands de l'Est et pourrèrent de ce fait sensiblement l'atmosphère. Ils furent secondés par les opposants de la gauche politique de l'Ouest à l'unification, pour qui l'État communiste avait toujours été la meilleure Allemagne, sans doute parce qu'ils n'avaient pas dû le supporter eux-mêmes. Cette polémique continue vingt-cinq ans plus tard. La gauche communiste trouva rapidement son nouveau rôle : elle fit valoir, la larme à l'œil, que les Allemands de l'Est étaient désormais considérés comme des citoyens de « seconde classe » parce qu'ils n'avaient pas droit immédiatement aux mêmes prestations de l'État-providence que les Allemands de l'Ouest. Le combat se mena avec le langage : dans les médias, il était question de « colonisation », de « démantèlement de l'Est », de « l'identité perdue

de la RDA », de « désindustrialisation ». Malheureusement, la gauche, bien vissée sur les podiums des émissions télévisées, pouvait être sûre de ne pas être trop confrontée à sa responsabilité pour l'échec pratique intégral du socialisme ; il lui suffisait de mentionner le chômage élevé dans les nouveaux Länder pour s'en dérober. Comme si ce n'était pas le régime communiste qui avait laissé derrière lui une économie complètement ruinée et un pays si dévasté, que cela relève presque du miracle que l'environnement soit dans un si bon état aujourd'hui, si bien que les écoliers endoctrinés par les enseignants de gauche croient que c'est parce que la RDA était particulièrement respectueuse de l'environnement... « Où sont donc les paysages florissants ? » qui avaient été promis, entend-on encore demander sur un ton ironique. Or celui qui se donne la peine de voyager à travers les nouveaux Länder peut les observer partout. C'est comme si un trésor demeuré longtemps ignoré dans un coin sous la poussière avait été ouvert. Les villes et les villages se sont littéralement relevés de leurs ruines et resplendissent à nouveau. Les blessures infligées dans le patrimoine immobilier par les dictatures totalitaires ont presque toutes disparu. Aujourd'hui, la télévision publique doit se rendre dans la province est-allemande la plus profonde pour bricoler un reportage « critique » sur la réunification. Mais même dans l'ancienne ville de Wilhelm Pieck, le premier président de la RDA, Guben, une bourgade endormie à la frontière polonaise, proclamée première ville socialiste au renfort d'installations industrielles artificielles et du bétonnage des prairies, les journalistes qui se disent critiques ne parviennent à réaliser un document négatif qu'en passant sous silence que cette ville était une construction créée de toute pièce qui n'a fait que retourner à la normalité, et que l'industrie de la RDA aurait été déjà compétitive avant la chute du Mur si elle avait dû s'imposer sur les marchés libres.

Où en sommes-nous aujourd'hui, qu'a-t-on appris de cette expérience ? La question est délicate. L'Europe, vingt-cinq ans après la fin de la Guerre froide, que certains ont assimilée à la fin de l'histoire, se trouve en crise. Si l'on considère les efforts de plus en plus frénétiques des politiciens européens de rendre leurs pays compatibles avec l'Europe unifiée, qui recèle des similitudes fatales avec l'ancienne Union des républiques socialistes soviétiques, on se sent transposé dans un rêve en songeant qu'il y a vingt-cinq ans, les manifestations du lundi en Allemagne de l'Est initièrent le mouvement libérateur le plus couronné de succès au monde : la fin du socialisme. La classe politique de la partie socialiste de l'Europe avait ignoré ou réprimé, pendant des décennies, le désir de liberté, conscient ou non, inhérent à l'être humain. Puis cette volonté de liberté s'est frayé un chemin et il s'est avéré que rien ne pouvait l'arrêter. En quelques mois, un régime nucléaire armé jusqu'aux dents s'est effondré, alors qu'il était réputé invincible militairement. Le visage de l'Europe contemporaine, de ses frontières ouvertes et de ses États démocratiques, est un résultat de la révolution pacifique de 1989. Les citoyens d'Europe de l'Est voulaient les libertés civiles, la prospérité et la sécurité du droit de la société ouverte de l'Ouest. Durant les vingt-cinq dernières années, les Européens de l'Est sont devenus plus prospères, ils peuvent se déplacer librement dans le monde. Mais à de nombreux égards, les buts de la révolution de 1989 ont été contrecarrés. L'ancienne classe politique au pouvoir en Europe de l'Est a certes été rapidement écartée. Est restée la classe politique de l'Ouest, qui observa avec incrédulité comment leurs collègues à l'Est furent évincés et comment leurs anciens sujets prirent leurs propres destinées en mains. Ce choc fait qu'au sein des élites politiques, l'enthousiasme pour une révolution de la liberté tout à fait extraordinaire demeure plutôt mitigé jusqu'à aujourd'hui.

Ainsi ce n'est pas la liberté qui devint le maître-mot de l'action politique après 1989, mais la sécurité et la « justice » dans une Europe unie. La classe politique n'a cherché par ce biais qu'à stabiliser son assise. À la place d'accompagner l'intégration

européenne initiée en 1989 d'en bas, et de la favoriser intelligemment là où c'était nécessaire, la politique construisit une Europe d'en haut. Seule une Europe unifiée ne pouvait prétendument relever les défis d'un monde globalisé. Derrière cette formule, cependant, se dissimule avant tout les doctrines de pouvoir politiques du vingtième siècle que l'on croyait surmontées. C'est ainsi que des États ont été admis dans l'Union européenne en violation de ses propres règles et de ses propres accords. Ce processus doit être poursuivi en dépit de tous les problèmes qu'il occasionne. C'est d'ailleurs pourquoi il existe un commissaire à l'élargissement. Là où les velléités d'expansion touchent à leurs limites, comme en Ukraine, des conflits similaires à ceux de la Guerre froide se font jour.

L'une des grandes difficultés porte sur l'extension sans précédent de l'État-providence, qui, comme autrefois en RDA, commence à attaquer la substance de la société. Entre-temps la plupart des pays européens sont plus endettés qu'ils ne le seraient en temps de guerre. Avec l'établissement du Mécanisme européen de stabilité et les tentatives toujours plus paniquées de sauver l'euro, l'Europe montre qu'elle se trouve déjà au fond de l'impasse, bien que la politique ne l'admette pas encore. À la place d'apprendre des erreurs commises lors de la reconstruction de l'Est en Allemagne, elles sont extrapolées à toute l'Europe. L'UE a dégénéré en une union de transferts. À la place de représenter une union d'États libres, elle s'apparente de plus en plus à la construction coercitive de l'URSS. C'est d'ailleurs ce que les politiciens semblent avoir délibérément à l'esprit, car ce processus s'accompagne de l'érosion de toujours plus de libertés. Des décisions réglementaires qui bouleversent la vie des citoyens, comme les limitations sur l'usage de l'argent liquide, sont prises sans consultation, dans l'espoir que les conséquences ne seront pas thématiques. Par prévenir tout débat, les décisions sont généralement qualifiées de « sans alternative », comme pour le sauvetage de l'euro. Au nom de la sécurité et de la « justice », la politique recourt aux mêmes méthodes idéologiques et aux mêmes pratiques que les communistes. Les politiciens bourgeois propagent de nos jours la nécessité d'une redistribution des richesses comme autrefois les Bolcheviks, en dépit de l'évidence historique que la redistribution n'améliore pas le sort des gens, mais est le point de départ d'une paupérisation générale. Afin de pouvoir poursuivre la politique d'endettement actuelle, les gouvernements recourent de plus en plus ouvertement à des pratiques interventionnistes qui ne font que retarder les problèmes, sans les résoudre. Une taxe additionnelle sur les fortunes est en discussion : les citoyens devraient payer de leur épargne les dettes de la politique. Cette expropriation sera inévitable si aucune opposition réelle ne se forme.

Le modèle économique le plus probant de l'histoire de l'humanité, l'économie de marché, est soumis à des restrictions de plus en plus rigoureuses. Si nos sociétés fonctionnent encore aussi bien, elles le doivent au dynamisme que même un reste d'économie de marché parvient à générer. Il est possible d'imaginer à quoi le monde ressemblerait si les marchés pouvaient s'épanouir librement. Mais dans ce cas, une classe qui tire son pouvoir et son importance presque exclusivement de la redistribution des richesses deviendrait probablement superflue. Entre-temps, quelque 70% de la population est dépendante totalement ou en partie des transferts de l'État. C'est le secret de la résilience du système, malgré toutes ses inefficacités : trop de monde estiment qu'ils y perdraient si le système actuel devait changer. Ils ne perçoivent pas que chacun reçoit à la fin ce qu'il a d'abord payé, les coûts énormes de la redistribution en moins. Il faut cependant se demander combien de temps les fondements de la société peuvent tenir s'ils sont soutenus par une classe productive qui ne représente que 30% de la population. À nouveau, le langage est utilisé pour dissimuler le plus possible la réalité : l'usage à profusion de terminologie évoquant les

sauvetages, la stabilité, la sécurité doit signaler la sagesse et la prévoyance de la politique. En plus de ne pas résoudre les problèmes qu'ils ont créés, les politiciens s'immiscent de plus en plus dans des domaines qui ne les regardent pas : ce qu'un individu mange, le nombre d'heures qu'il travaille, comment il éduque ses enfants, ses préférences sexuelles, font toujours plus souvent l'objet d'une frénésie réglementaire qui n'est plus réfrénée.

Le phénomène contingent du politiquement correct impose des interdictions de penser et limite les moyens d'agir. Les cafetiers ne peuvent plus décider librement de laisser leurs clients fumer dans leurs propres établissements ; les propriétaires ne sont plus libres de refuser des locataires ; les cantines des jardins d'enfant n'osent plus proposer des plats avec de la viande de porc ; les marchés de Noël ne devraient plus être nommés comme tels pour ne pas contrarier de sentiments religieux différents. Les présentateurs de la télévision allemande ne sont plus autorisés à porter de chemises de couleur olive, car elles pourraient apparaître brunes aux téléspectateurs. Même l'Église évangélique s'occupe désormais davantage de gender mainstreaming et de toilettes unisexe que de foi chrétienne. Ce que les marxistes culturels comme Antonio Gramsci ont propagé depuis longtemps, à savoir qu'il n'est pas nécessaire d'enfermer les hommes si l'on parvient à contrôler leurs cerveaux, est en train de devenir une réalité orwellienne. L'autocensure est imposée à l'aide de phobies imaginées : celui qui se prononce contre les activités des salafistes est islamophobe, celui qui n'aime pas les toilettes unisexe est transphobe, celui qui pense qu'un enfant doit avoir un père et une mère, homophobe. Et être affublé de telles étiquettes peut coûter son emploi.

Bref, la société actuelle est moins libre qu'il y a vingt ans et le processus est encore accentué par la politique et les groupes d'intérêts subventionnés. Tout cela est possible parce que les politiciens et leurs fonctionnaires refusent d'apprendre les leçons de l'histoire. C'est une erreur fatale que de croire que le monde doit être recréé selon des directives idéologiques. Cette erreur a survécu à l'expérience socialiste et célèbre avec la « protection du climat » son aboutissement le plus universel. Pour sauver le climat, la société devrait être « transformée » et l'être humain s'adapter. Le sommet totalitaire de cette idéologie se révèle dans « l'empreinte écologique » de l'homme, selon laquelle chaque individu ne devrait pas dépasser le niveau de « consommation de ressources » décidé pour lui par la politique. Pensée jusqu'au bout, cette idéologie signifie qu'une personne qui a épuisé son quota de CO₂ devrait cesser de respirer. Ceux qui trouvent cette observation exagérée se souviendront de la science de « l'eugénisme » et de ses conséquences fatales, après que l'Allemagne se fut hissée à la pointe de ce mouvement. Le problème le plus sérieux dans l'établissement d'une dictature n'est pas la soif de pouvoir des dictateurs, mais la volonté d'alignement et l'obéissance empressée des masses, prêtes à servir l'opinion dominante par esprit de consensus. Ce qui est angoissant, c'est qu'il n'y eut pratiquement aucune résistance notable à l'eugénisme, ni en Allemagne, ni ailleurs en Europe, ni aux États-Unis, tout comme il n'y a guère aujourd'hui de résistance véritable contre la politique de « protection du climat ». Les politiciens allemands n'ont pas retenu de l'histoire qu'il n'est pas sain de se hisser à la pointe d'un mouvement idéologique à la mode : avec le « tournant énergétique », ils pensent à nouveau être les champions du monde. C'est pourquoi la liberté en Allemagne est particulièrement exposée. Des articles influents ont déjà paru dans les journaux allemands plaidant contre la démocratie. Le premier, de l'écrivain conservateur Martin Mosebach, soutient la pénalisation du blasphème, en prenant comme exemple la fatwa de religieux musulmans – un article publié au moment même où un chanteur iranien devait se cacher en Allemagne en raison d'une fatwa à son encontre. Dans le second article, le « conseiller en matière de climat » norvégien Jorgen Randers demande le remplacement des institutions démocratiques par un « bon

dictateur » : selon lui, les parlements démocratiques ne résolvent pas les problèmes à long terme, car ils doivent être élus. C'est pourquoi « nous » aurions besoin d'un « dictateur temporaire » pour prendre les décisions nécessaires dont les avantages ne se feraient sentir qu'à l'avenir, mais dont les coûts incombent dans le présent. Le capitalisme ne serait selon lui pas capable de résoudre le problème du climat en raison de son « orientation sur le court terme ». Et si les parlements voulaient réglementer les marchés, les électeurs les en empêcheraient. Randers nomme toutefois l'Allemagne comme exception exemplaire, qui aurait montré la voie en décidant la sortie du nucléaire et le tournant énergétique. La mise en œuvre de cette décision sur la durée ne serait toutefois pas assurée, d'où le rôle d'un « dictateur bien intentionné ». Ce raisonnement n'est sans rappeler la figure hideuse de Staline, qui s'affublait volontiers de l'attribut du « bon père », et qui était également de l'avis que les générations présentes devaient se sacrifier pour le plus grand bien des générations futures. L'article de Randers est particulièrement sinistre lorsque l'on sait qu'il n'a à peine été contredit. Pour la « protection du climat », les Allemands semblent prêts à abandonner leur démocratie, pourtant obtenue de longue haleine.

Vera Lengsfeld est une militante pour les droits civils et une auteure primée, ancienne députée au Bundestag allemand entre 1990 et 2005. Elle a fait partie, en 1981, des fondateurs du Cercle pour la paix de Pankow, l'opposition non-officielle au régime communiste est-allemand.